Les membres de communautés au Mozambique et des organisations du monde entier disent NON à l'expansion des plantations d'arbres industrielles

A la veille de la Journée internationale de Lutte contre les plantations d´arbres en monoculture, a été publiée une lettre ouverte signée par plus de 730 membres de communautés mozambicaines et 120 organisations de 47 pays. Ils exigent la suspension des plans d´expansion de ces plantations industrielles dans les pays du Sud, en particulier en Afrique.

Cette lettre alerte sur le *« réel danger d'une gigantesque expansion mondiale des plantations d'arbres en monoculture »*, sous le faux prétexte du « reboisement ». Les gouvernements des pays du Nord parient sur cette option tout en refusant de prendre les mesures nécessaires pour éviter le chaos climatique. Ils perpétuent ainsi le modèle capitaliste d'exploitation et de destruction sans entraves, principalement dans les pays du Sud, au profit des intérêts privés de quelques-uns.

La lettre dénonce un rapport publié en 2019 par la Banque africaine de développement (BAD) et le WWF-Kenya, qui identifie 500 000 hectares de terres dans 10 pays africains adaptés à la plantation industrielle d'arbres par des entreprises privées. Ce rapport invite les agences de coopération des pays d'Europe du Nord et la Banque mondiale, à travers la Société financière internationale (SFI), à investir de l'argent public dans cette expansion. Cette proposition ignore l'existence de communautés sur ces terres, ainsi que tous les appels et luttes des communautés contre ce type de projet. Il est inacceptable qu'aujourd'hui, les gouvernements des pays du Nord imposent leurs plans aux communautés de 10 pays africains alors que ces dernières n'ont pas accès à ces plans, et ont encore moins la possibilité d'exprimer leur opinion sur cette question.

La lettre exige que *« la version non publique de cette étude soit publiée immédiatement par la BAD et le WWF-Kenya, afin que son contenu puisse être connu ».* Elle réclame également que les gouvernements nationaux des pays du Sud ne suivent plus les diktats de la Banque mondiale et des gouvernements du Nord et rejettent la privatisation des terres communautaires et leur transfert à des capitaux privés, comme cela se passe actuellement au Mozambique. La lettre demande au contraire *« un examen approfondi du processus d'attribution des terres aux sociétés de plantation, garantissant le retour des terres aux communautés qui en dépendent, aujourd'hui et dans le futur ».*

La lettre conclut en disant : *« Nous réaffirmons notre solidarité avec les luttes légitimes et justes des communautés à travers le monde qui résistent à l'avancée des plantations à travers le monde et s'efforcent de récupérer les terres qu'elles ont perdues. La lutte continue ! »*

21 septembre 2020

Justiça Ambiental – JA! (Mozambique)
Accão Académica para o Desenvolvimento Rural – ADECRU (Mozambique)
Missão Tabita – Associação das Igrejas Evangélicas de Mulevala (Mozambique)

Fondation Suhode (Tanzanie)
Mouvement mondial pour les forêts tropicales (International)

La lettre ouverte est accessible ici

Pour plus d'informations:

Justiça Ambiental - JA! - Mozambique
Contact: vcabanelas.ja.mz@gmail.com

ADECRU – Mozambique
Contact: alperito2@gmail.com

MISSÃO TABITA Associação das Igrejas Evangélica de Mulevala. Mozambique
Contact: missaotabita@gmail.com

World Rainforest Movement - International
Contact person: wrm@wrm.org.uy